

peuple dans le domaine de la liberté et de la sécurité économique. La pauvreté et l'adversité, le dénuement et la misère, voilà les ennemis que le libéralisme va essayer de chasser de notre pays.

Le très hon. MACKENZIE KING: En effet, "va essayer de chasser".

L'hon. M. MANION: Le très honorable député se rabat maintenant sur les mots "va essayer"; en d'autres termes, on a essayé, mais on n'a pas réussi. On voulait simplement essayer, on s'est exprimé ainsi uniquement pour influencer le peuple.

Il ajoutait:

Ils ont fait le guet à la porte des foyers canadiens depuis cinq ans et leurs mines menaçantes ont eu pour effet de détruire les âmes aussi bien que les esprits et les corps d'un nombre toujours croissant d'hommes, de femmes et d'enfants de notre pays. La suprême tâche que nous entreprenons est d'essayer de mettre fin à la pauvreté au sein de la richesse; à la faim et aux souffrances inutiles sur notre terre d'abondance, au mécontentement et à la détresse dans un pays que la Providence a béni plus que tout autre au monde; nous voulons que les individus puissent vivre; nous voulons donner à notre peuple "la santé, la paix et le contentement" qui sont l'héritage naturel de tous.

Je ne trouve absolument rien à redire à ces paroles, mais j'aimerais savoir ce que le très honorable député a fait pour remplir ces promesses. Qu'a-t-il fait? J'approuve entièrement chacune de ses paroles, mais il dit maintenant qu'il ne voulait s'employer qu'à faire disparaître la pauvreté et l'adversité. Mais, les habitants de notre pays se demandent encore ce qu'il a fait pour faire cesser la pauvreté et l'adversité. Ses paroles n'étaient-elles encore que de la réclame, de la publicité comme nous en avons tant vu depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement? Cherchait-il tout simplement à bernier le peuple? Il dit maintenant qu'il allait chercher; ne s'attendait-il pas à trouver ce qu'il cherchait? Qu'a fait le Gouvernement pour la jeunesse de notre pays dont le Conseil de la jeunesse de Toronto estime qu'elle est au nombre de 400,000 sans emploi? Qu'a-t-il fait pour la sécurité du peuple? Qu'a-t-il fait pour faire régner la justice sociale? Qu'a-t-il fait pour les pêcheurs ou les mineurs de la Nouvelle-Ecosse? Qu'a-t-il fait pour remédier au chômage en général? Qu'a-t-il fait pour le Canada en général?

Laissez-moi lire un petit extrait, qui n'a absolument rien de politique. Le Conseil canadien du bien-être social a publié un exposé le 5 janvier dernier, pas plus tard que l'autre jour. Voici ce qu'il montre en ce qui concerne le Canada—et il n'est pas un organisme politique; il ne censure pas le Gouvernement, mais se contente de citer des faits:

Dépenses de secours depuis 1930: 900 millions de dollars.

[L'hon. M. Manion.]

Dans la situation actuelle, le facteur le plus inquiétant est probablement la conception du fait qu'à la fin de mars 1939 le Canada aura déboursé en neuf ans approximativement 900 millions de dollars en secours directs, en travaux et entreprises pour soulager les chômeurs et venir en aide aux agriculteurs, et que, après tout ce temps-là, il y a plus de citoyens qui dépendent des fonds publics pour vivre qu'au début.

Et un peu plus loin:

Un fait décourageant c'est qu'après toutes ces années, en partie à cause de la rivalité dans les juridictions du Dominion et des provinces, le Canada manque encore de législation à long terme, de projets de grande portée, de programme intégral et suffisant pour combattre d'une manière fondamentale les maux sérieux de la nation qui ont donné lieu à ces lourdes dépenses.

Et plus loin encore:

Il faut une lutte énergique. Sous tous les rapports, un peuple las et désillusionné a été enclin à se laisser emporter à la dérive, mais on semble se rendre compte de plus en plus que cette situation ne peut se continuer, que la lutte doit être fondamentale, et qu'il ne faut pas se borner à quelque simple programme de secours, ou à quelque allocation relative de fonctions et de déboursés entre les divers gouvernements.

Et pour finir:

... car le danger qui guette le niveau d'existence des Canadiens n'est peut-être pas autant la diminution constatée sur le marché de la main-d'œuvre que l'affaiblissement du moral et du courage des Canadiens.

Voilà l'opinion du Conseil canadien du bien-être social, sans attaches politiques. Si j'en ai donné lecture c'est parce que la situation y est mieux exposée que je n'aurais pu le faire. Le très honorable député me dirait-il si les déclarations qu'il a faites avant les élections, et en particulier celle qu'il a faite après les élections, sont simplement des envolées oratoires et des enfilages de mots, des effets de son imagination, ou s'il était vraiment sincère? Je me demande si le très honorable député l'était vraiment. S'il l'était, pourquoi n'y a-t-il pas donné suite par des actes? Cela est peut-être pure théorie; ils se peut que le premier ministre n'ait pas été,—je ne crois pas qu'il l'ait été,—au cours de sa jeunesse suffisamment en contact avec les misères du pauvre peuple pour se rendre compte de la gravité du tableau qu'il nous a brossé, et brossé si bien qu'on serait porté à croire qu'il le comprenait, qu'il a réellement vu le tableau qu'il nous a brossé. J'aimerais demander ceci au ministre du Travail: Est-ce par simple coïncidence que, de tous les pays de l'Empire, le Canada est le moins avancé en matière de législation sociale et que le gouvernement actuel, dirigé par le très honorable premier ministre, est au pouvoir depuis 1921, à l'exception d'une période de cinq années? Est-ce simple coïncidence, monsieur l'Orateur, que le